

Banque mondiale

L'heure de fermer boutique ?

Le président de la Banque Mondiale, chantre de la lutte contre la corruption, est reconnu coupable de népotisme. Au delà de l'anecdote, les remises en cause de la Banque Mondiale se multiplient.

Celui qui fut le n°2 du Pentagone et l'un des principaux initiateurs de l'invasion de l'Irak en 2003 avait été nommé, en mars 2005, président de la Banque Mondiale par Georges Bush, pour y maintenir, à l'instar de ses prédécesseurs, une politique conforme aux desiderata de Washington. Selon une règle non écrite mais soigneusement respectée, les présidents de la Banque Mondiale sont en effet toujours américains⁽¹⁾. Wolfowitz avait fait de la lutte contre la corruption l'un de ses thèmes favoris, suscitant les protestations de Brigitte Girardin, ministre de la Coopération française dans le gouvernement Villepin⁽²⁾. Wolfowitz avait en effet entrepris quelques réformes susceptibles, entre autres, de compromettre les détournements de fonds franc-africains, mais ceci dans le seul objectif de renforcer les intérêts américains et non de réformer l'institution dans le sens d'une plus grande transparence. Le 10 avril, « Monsieur propre » devenait la risée de tous les journaux de la planète. On apprenait en effet qu'il avait favorisé une employée avec laquelle il entretenait une liaison. Celle-ci se retrouvait ainsi mieux payée que Condeleezza Rice !

Une institution décrédibilisée

Après quelques jours de tergiversation, plusieurs pays ont fini par désavouer publiquement Wolfowitz, et finalement le conseil d'administration de la Banque également. Wolfowitz a reconnu les faits, mais a refusé de démissionner dans un premier temps, avec le soutien de Bush. Comme les critiques qui visaient Wolfowitz risquaient aussi d'amplifier le discrédit de l'institution elle-même, il fut mis sur la touche.

Le double langage de la Banque Mondiale dure depuis 60 ans, promettant d'un côté la lutte contre la pauvreté et la « bonne

gouvernance », soutenant de l'autre les régimes les plus autoritaires pour imposer aux peuples les politiques d'« ajustements structurels » favorables aux multinationales occidentales. La Banque Mondiale et le FMI paraissent aujourd'hui plus affaiblis que jamais pour plusieurs raisons. Tout d'abord ils enregistrent une baisse de leurs revenus, largement constitués des intérêts des prêts souscrits par les pays

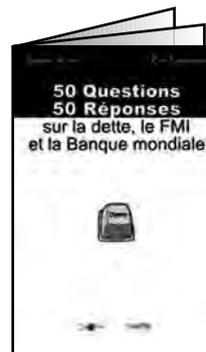
dits « en voie de développement ». Or plusieurs de ces derniers ont remboursé leur dette, parfois avec anticipation, profitant de la hausse des cours des matières premières, et ont limité leur recours aux institutions de Bretton Woods.

Une autre banque pour une autre politique ?

Plus grave pour la Banque Mondiale, et plus réjouissant pour les militants anti-impérialistes, le projet d'institutions alternatives fait son chemin. Le 30 avril, le Venezuela a annoncé son intention de quitter le FMI et la BM. Quelques jours plus tôt, l'Equateur avait décidé d'expulser le représentant permanent de la BM qui s'était opposé à l'utilisation d'une partie des ressources



Le siège de la Banque Mondiale, à New York of course.



pétrolières au profit des populations, au lieu de les consacrer exclusivement au remboursement de la dette. La Bolivie et le Nicaragua vont également quitter le CIRDI⁽³⁾, l'une des composantes de la Banque Mondiale, sorte de tribunal à la solde des grandes entreprises. Enfin plusieurs pays d'Amérique Latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Equateur, Bolivie, Uruguay) ont récemment mis en commun 600 millions de dollars pour créer une Banque du Sud et un Fonds monétaire du Sud, qui pourraient, au contraire de la Banque Mondiale, favoriser la ré-appropriation des ressources naturelles par leurs propriétaires légitimes. La Banque Mondiale et le FMI cherchent pendant ce temps à augmenter leurs taux d'intérêts et à faire baisser le prix des matières premières, pour resserrer le nœud coulant qui s'est quelque peu relâché. Il faut également s'attendre à des tentatives de déstabilisation de la part des USA, et de ses alliés du G8, contre tout ce qui pourrait contrebalancer leur pouvoir de nuisance ●

RAPHAEL GRANVAUD

- 1) Le dernier nommé en remplacement de Wolfowitz, Robert Zoellick ne fait pas exception à la règle : ancien chef de cabinet de Georges Bush père, ancien n°2 du département d'Etat aux côtés de Condoleezza Rice en 2005-2006.
- 2) La France est le 4^{ème} actionnaire de la Banque Mondiale.
- 3) CIRDI : Centre international de règlement des différends liés aux investissements